

ISLAM, MODERNITE, LUTTE DES CLASSES en ALGERIE

ECHANGES AUTOUR DE LA CRISE DU PAPS, PAR SADEK HADJERÈS

lundi 12 octobre 2009

Le 24 septembre dernier, Sadek Hadjerès a adressé à la "Fédération d'Oran du MDS" le document ci-dessous. Il fait écho (en posant deux questions) à un communiqué de la même Fédération, qui lui avait été adressé le 2 août précédent, pour le quatrième anniversaire de la disparition de son leader Hachemi Cherif. L'avis de Sadek Hadjerès aborde des questions de fond qui préoccupent les milieux progressistes soucieux d'œuvrer à une relance sérieuse des processus démocratiques et sociaux dans une Algérie sinistrée par les méfaits conjugués des hégémonismes locaux et du néolibéralisme international.

Au centre des échanges, un thème majeur selon l'auteur : la culture du débat sérieux et démocratique, sera-t-elle réhabilitée pour tirer des enseignements essentiels à l'échelle nationale et mondiale ? Et un fil conducteur : l'unité d'action autour des problèmes concrets posés par le vécu social, politique et culturel de l'Algérie profonde, par delà la diversité des horizons idéologiques progressistes.

Aux amis de la Fédération MDS d'Oran, pour les documents que vous m'avez adressés cet été. [...]

1. Je vous remercie tout d'abord d'avoir annoncé le site www.socialalgerie.net...

2. Concernant les conférences débats pour lesquelles vous sollicitez des participations...je crois surtout que de petits comptes-rendus des exposés et débats ... pourraient inciter davantage aux participations, à partir des points nodaux qui auraient émergé des débats précédents...

3. [...] *Votre document du 2 août dernier* (4ème anniversaire de la disparition d'El Hachemi Chérif) m'a inspiré deux sortes de réflexions et, par voie de conséquence, deux questions que je vous adresse, en souhaitant des éclaircissements.

Auparavant, je voudrais que vous compreniez la signification et le ton direct de mon intervention auprès de vous...

Croyez bien que mon intention n'est pas d'attiser de stériles joutes polémiques. Il s'agit pour moi, en espérant que vous partagez ce souci, de contribuer à ouvrir un peu plus l'effort de construction des alternatives par tous ceux dont l'engagement politique ou intellectuel est sincère.

J'ai en vue des évaluations de fond à deux niveaux complémentaires.

L'un est celui des partisans d'une « utopie » socialiste qui ne soit pas un rêve creux mais l'horizon mobilisateur des luttes concrètes immédiates.

L'autre concerne tous ceux qui sans viser forcément un tel horizon, cherchent de tout cœur à assurer dans des délais plus proches à notre pays une sortie du cauchemar, une convalescence plus favorables à des solutions de transition acceptables pour la majorité de la nation.

Donner la prééminence aux problèmes de fond

La première de mes réactions à la lecture de votre document a été une surprise, plutôt agréable, un sentiment de satisfaction pour l'esprit démocratique et d'engagement militant qui m'a semblé s'en dégager. Pourquoi ? Le texte m'a paru se démarquer d'autres documents émanant en avalanche de différents groupes

revendiquant chacun pour lui-même et de façon très polémique (le mot est trop faible) le monopole de la représentativité au sein du MDS et l'héritage de son leader.

Habituellement, le premier coup d'œil ne m'incite pas à aller plus loin dans la lecture. Les premières phrases m'amènent au même constat. La plupart de ces textes n'arrivent pas à se dégager d'un piège originel. Ils s'y enfoncent et tournent en rond dans les préoccupations étroites de pouvoir. Étroites à mes yeux, c'est à dire centrées sur quelle personne ou quelle équipe devrait être l'héritier le plus légitime de ce qui reste des groupes revendiquant une étiquette « moderniste », issus des morcellements et fractures successives survenues ou provoquées dans le grand corps du PAGS à partir du début des années 90.

Non pas que les enjeux de pouvoir ne seraient pas une partie constituante et naturelle de la vie politique et de ses luttes. Pour les forces progressistes, ces enjeux sont à prendre en considération à leur juste poids, dans la mesure où ils sont bien articulés aux problèmes de fond. C'est-à-dire, s'ils sont subordonnés et au service des intérêts nationaux et de classe légitimes, sous-jacents aux contradictions de la scène politique.

Le désastre (pour les courants progressistes) survient lorsque, sur la scène politique comme au sein des partis, ces problèmes de fond sont enfermés, stérilisés et dévoyés par les querelles opaques de prééminences. Les conflits de prérogatives personnelles ou de groupes d'intérêt l'emportent alors. Tout se passe comme si ce qui était en jeu était la « carrière » politique d'un homme ou d'une équipe et non pas le sort, les aspirations concrètes et le vécu de la société. Comme si le besoin fondamental de la nation était encore celui des temps révolus (déjà abusifs en leur époque) des Zaïms, des chefs de guerre ou têtes de file de factions tribales, régionales, identitaires et même partisans. À quoi s'ajoute évidemment, pour compliquer et aggraver les choses, le fait que ces affrontements sont instrumentés par des forces et des intérêts extérieurs aux courants qui s'affrontent dans ces querelles.

Ces pratiques, et l'état d'esprit qui les sous-tend, expliquent dans une grande mesure les déceptions, la grande désaffection envers la sphère politique, devenue massivement politicienne. Cette désaffection a atteint y compris les mouvements et formations à vocation démocratique proclamée.

Je ne vous apprends rien en soulignant que notre peuple en est excédé, il n'en éprouve aucun besoin malgré les tentatives faites pour l'y embarquer. Dans plusieurs de ses composantes, il aspire de plus en plus à être non pas l'objet de projets conçus « pour son bien » et par-dessus sa tête, mais à faire entendre sa voix, se reconnaître dans les acteurs politiques, être le sujet de sa propre Histoire.

Il a besoin de projets socialement et politiquement libérateurs, intériorisés et crédibilisés par son expérience acquise. Des projets qu'il ressent comme les siens, au service desquels s'engagent en actes et indépendamment des jeux politiques, des centaines de cadres connus à ce jour et surtout encore inconnus, en lesquels se retrouvent, dans le feu de l'action et sur la durée, les travailleurs, les jeunes, les intellectuels, les hommes et femmes venus d'horizons culturels divers, arabo-islamique, amazigh et universaliste.

Seul un processus de ce genre peut fonder une vraie politique de cadres, et non les combinaisons et compétitions d'états-majors pour se partager, « ici et maintenant », ce qui fut lui-même l'accumulation d'un long processus historique. Un parti, s'il est représentatif de courants et aspirations sociales authentiques, ne naît pas déjà avec les moustaches en bataille comme les bébés éprouvettes des laboratoires et officines bien connues. L'émergence de militants et de cadres est l'émanation de longues et profondes maturations sur les terrains social et culturel et non le résultat de décisions et d'agencements par le haut qui ignoreraient ce processus.

L'histoire du PCA et du PAGS l'a bien confirmé, dans leurs avancées comme dans leurs reculs.

Partant des intérêts de l'ensemble des forces de progrès, je me suis réjoui évidemment que votre texte du 2 août dernier, dans le cadre limité des polémiques internes au MDS, m'ait paru exprimer le besoin de distanciation envers ces pratiques étroites, avec le souci de mettre davantage l'accent sur les problèmes de fond. Je ne suis pas surpris que ce souci ait suscité des réactions qui l'ont vilipendé et assimilé à de vulgaires manœuvres d'appareils, ce qui en dit long sur l'enracinement de ce genre d'optique.

Cela dit, quand on donne la prééminence aux questions de fond, celles de la société algérienne et de la scène mondiale, les exigences deviennent plus grandes dans l'approche des problèmes d'orientation. Pour être fécondes, ces approches ont à se prémunir des aprioris, des approximations et des préjugés. D'où **le besoin requis d'un effort plus grand à s'en tenir aux faits avérés**, à ne pas leur substituer les abstractions, les généralités, les rumeurs, les procès d'intention et les jugements de valeur. Sans quoi, les efforts vers des approches de fond sont facilement entachés et biaisés, même involontairement, par les effets pervers des appartenances partisans ou des divergences autour des problèmes de conjoncture politique.

Clarification sur deux questions :

Cette préoccupation, que j'espère partagée, explique ma deuxième réaction, de surprise aussi, mais moins positive, quant à certains contenus de votre document. Elle nécessite au moins clarifications dans la sérénité. Je l'exprime en deux interrogations, deux questions que je vous pose sur ces contenus.

Il va sans dire, mais c'est mieux de le préciser, que mes points de vue sur le fond, comme citoyen et militant, m'interdisent tout esprit d'ingérence. Depuis le 1er novembre 90, avant le Congrès du PAGS, ma décision irrévocable de sauvegarder mon autonomie de pensée, au service d'un idéal toujours vivace, n'a besoin d'aucune implication organique partisane. J'ajoute aussi que ma démarche fait effort pour s'interdire les réactions de caractère subjectif, y compris lorsque ma démarche se fait critiquer envers certaines positions défendues à l'époque par feu Hachemi Cherif. Nos relations personnelles sont restées correctes y compris après 1990 et lors de sa maladie. J'aurais à ce propos souhaité que vous me précisiez si mon message lors de son décès, où j'exprimais mes sentiments envers le camarade "Mustapha" de nos années clandestines, a été diffusé. Je n'en ai pas eu d'écho. Je tiens à souligner que nos divergences politiques ne sont pas des « querelles de chefs » mais des problèmes qui dépassent de loin nos personnes, leur solution ne dépend pas de l'état des relations entre individus.

Ma première question est la suivante. Vous écrivez que des pressions de « camarades haut placés » (ndlr : dans ce contexte, la phrase ne pouvait concerner que le premier Secrétaire) s'étaient exercées pour convaincre que « "le PAGS pouvait enseigner l'économie au FIS qui, lui, lui apprendrait la religion"...

Quand, où, dans quelles circonstances, cette phrase ou cette orientation, ont-elles été écrites ou prononcées, alors que vous les mettez entre guillemets comme gage d'authenticité ? Je regrette qu'en cette occurrence, vous n'ayez été plus prudents quant à la véracité des énormités ainsi colportées.

Je sais que bien des montages grossiers ont été utilisés à une époque où, pour des cercles parfaitement identifiés, il s'agissait - et là je n'invente pas les expressions - de « brûler » le premier Secrétaire (*na'hargouh*), de le « détruire » (*n'kassrouh*), pour faire passer leur plan précis. Il leur fallait empêcher le premier Secrétaire (et par là aussi tous ceux qui partageaient ses points de vue ou étaient prêts à les écouter dans de larges débats) de faire connaître et mettre en discussion sa stratégie de mobilisation autonome du PAGS et des courants progressistes. Ces analyses visaient à mettre en échec quand il en était encore temps, la subversion antidémocratique et violente des ailes intégristes et paramilitaires de la direction et des cadres du FIS. La subversion s'était nourrie à des sources et des causes profondes, algériennes et étrangères, il fallait les analyser soigneusement en faisant participer largement à cet effort, sans pressions ni subterfuges, tous les niveaux et forces militantes de terrain.

A défaut de faire connaître et discuter par les cadres et la base militante mon point de vue et les documents qui l'exprimaient, on a bloqué systématiquement et de diverses façons, par les canaux d'appareils ou de façon informelle, la diffusion de ces opinions. On a freiné et brisé pour cela la mise en place du fonctionnement démocratique des instances du PAGS qui faisait ses premiers pas dans la légalité. On leur a

substitué, dans un climat de passion volontairement exacerbé, des rumeurs malveillantes multiples, diversifiées et absolument sans fondement.

Celle que vous citez, par rapport aux autres, vaut son « pesant d'or », pour reprendre une formule affectionnée par l'acteur principal du stratagème. Non seulement le ragot contredit ou déforme grossièrement toutes mes déclarations publiques ou privées en matière de religion, mais il brille en soi par sa débilité, que je qualifierai, en pesant l'expression, de double ânerie. Dans tous les cas, deux criantes invraisemblances :

► **Première invraisemblance** : quel communiste aurait l'ingénuité de penser que des fondamentalistes anticommunistes, dont nombre d'entre eux sont des analphabètes en matière d'exégèse et de théologie, pourraient donner des leçons de religion à nos remarquables connaisseurs communistes de l'islam, tels que ceux qui ont animé les journées d'étude de février 1990 pour la tenue desquelles j'avais beaucoup insisté ? Ou encore ceux qui ont largement inspiré l'approche marxiste de la religion que j'ai opposée avec un réel impact aux contradicteurs islamistes lors de ma prestation télévisée du 6 mars 1990 ?

Par ailleurs, quelle serait l'insondable ingénuité de communistes qui croiraient à l'efficacité de « leçons d'économie » données à des dirigeants ou activistes islamistes dont le credo hautement déclaré sous couvert religieux était et reste celui du libéralisme dans ses formes les plus débridées comme dans ses formes plus camouflées ?

► **Deuxième invraisemblance** : le chef d'œuvre d'ineptie attribuée aux autres, telle qu'exprimée dans la phrase entre guillemets, ne pouvait surgir que d'esprits formatés au mode de pensée bureaucratique, manœuvrier et manipulateur en matière de travail idéologique. Une mentalité qui voudrait tout faire passer « par le haut », par-dessus la tête des sociétés, une mentalité d'appareils, étrangère à la conception marxiste que je partage, quant à la façon dont se forment les opinions et les courants de pensée, fruits d'interactions multiples sur la durée, en fonction des luttes et des expériences qui jalonnent le travail des sociétés sur elles-mêmes.

Quel triste communiste j'aurais été si, après 50 ans d'une expérience sociale et idéologique substantielle aux Scouts Musulmans et aux medersas libres, au PPA, à l'AEMAN, au PCA et au PAGS, j'avais réduit ce processus complexe d'évolutions sociopolitiques qui m'était devenu familier, à de vulgaires calculs, tractations et négociations, du genre donnant-donnant, entre notre parti et des formations islamistes ouvertement hostiles, hors du tourbillon vivant des luttes et des bouillonnements sociaux et culturels à la base, générateurs des prises de conscience chez les travailleurs, les intellectuels et les couches exploitées ! Mon opinion avait de sérieux répondants à la base et parmi les intellectuels du parti, mais on a tout simplement fait avorter un débat qui s'annonçait prometteur, y compris à travers les contradictions. Je garde un souvenir ému de tous ceux aujourd'hui disparus (je ne cite pas ceux qui sont toujours parmi nous) qui partageaient ce point de vue basique quant à la formation et l'évolution des représentations dans les sociétés islamiques, comme M'hammed Djellid et Abdelkader Alloula, le regretté Rabah Guenzet avec qui j'avais de longues discussions hebdomadaires, ou encore Sadek Aïssat qui a exprimé à plusieurs reprises par écrit son point de vue.

Pour tout dire, j'aurais été plongé dans le plus grand étonnement en constatant l'impact d'une ineptie ainsi colportée sans aucun esprit critique, s'il n'y avait à cela une explication à son origine : les manipulations familières aux auteurs de coups tordus, à l'échelle géopolitique planétaire ou à des échelles socio-politiques plus réduites.

Que de couleuvres, je dirai des boas, on a fait avaler pas seulement à des peuples entiers mal informés et vulnérables aux thèses simplistes, mais aussi à des esprits sérieux, n'ayant pas eux mêmes à priori de raisons de s'associer à des entreprises d'intox.

Des dizaines de milliers de patriotes sincères ont cru des années entières à la fable sinistre de « Abbane tombé au champ d'honneur », diffusée par *El Moudjahid*, organe officiel du FLN du temps de guerre. Aucun texte officiel n'a jusqu'à ce jour rétabli la vérité sur son assassinat. Dans le monde, des millions parmi les partisans sincères de la paix ont cru durant des décennies à la « trahison » des époux Rosenberg, envoyés à

la chaise électrique par le système Mac Carthyste aux USA pour soi-disant espionnage atomique envers l'URSS, mensonge énorme qui a été reconnu seulement ces dernières années par ses auteurs. Des dizaines de millions dans le monde et même dans les pays arabes ont d'abord mordu à la thèse des armes de destruction massive aux mains de Saddam et de sa « quatrième armée du monde ». Ce n'est pas pour rien aujourd'hui que même aux USA grandit la revendication d'une commission d'enquête sérieuse sur l'effondrement des « Tours jumelles » de New York et autres événements super-médiatisés du 11 septembre 2001, dont on connaît les suites jusqu'à nos jours.

L'Histoire du mouvement national et social de libération algérien, n'est-elle pas elle-même en attente et en grand besoin d'une ou plusieurs commissions d'investigations historiques impartiales, travaillant sur le mode scientifique ?

Le procédé mis en œuvre au sein du PAGS en 1990 n'avait rien d'original. Il est conforme aux mécanismes bien décrits de la « stratégie du choc », stratégie par nature bassement provocatrice et policière, qualifiée pompeusement de complot « scientifique » par des sous-fifres vantards. Partout, ses inspirateurs occultes exploitent les moments de désarroi massif des populations ou de milieux plus restreints politisés. Ce sont des moments où les manipulateurs escomptent que plus les mystifications sont grossières, plus elles ont des chances de passer parce qu'elles comblent les vides, la paralysie temporaire des esprits et leurs difficultés à accéder à une compréhension rapide et profonde de ce qui se passe.

Sans cette anesthésie temporaire, touchant à la tétanisation d'esprits habituellement plus avisés, sans leur sentiment d'impuissance devant l'énormité et la brusquerie de l'évènement (favorisée aussi par une insuffisance de préparation politique et idéologique), comment expliquer que des personnes douées de raison et en majorité désintéressées, aient pu dans la conjoncture du tournant national et international de 1990, propice aux déstabilisations, croire à une conception aussi caricaturale de la politique marxiste dans le domaine religieux ? Et l'attribuer par-dessus le marché à quelqu'un qui toute sa vie en a connu les écueils et la complexité ?

Le parti avait acquis durant des décennies une longue expérience des pressions idéologiques et physiques hostiles et acharnées de la part des colonialistes, des hégémonismes nationalistes et islamistes. Il avait accumulé et à sa disposition un arsenal vérifié d'orientations à la fois offensives et imprégnées du substrat culturel national. Dans la période la plus récente du retour à la légalité en 1989 et pendant la montée en flèche de la contestation islamiste favorisée par des calculs de certains milieux du pouvoir, ces orientations, qui restaient encore plus appropriées à la situation nouvelle, avaient l'approbation explicite de l'exécutif et particulièrement d'El Hachemi.

Il faut dire que cette période fut celle de riches échanges, une atmosphère de liberté et d'ouverture d'esprit qui était à l'unisson des espoirs algériens d'après Octobre 88. Cela n'a pas réjoui certains milieux dans le parti et hors du parti, que leur formation manigancière ou des intérêts inavoués portaient plutôt à forcer et dicter des prises de positions, plutôt qu'à encourager l'expression des opinions en vue de faire mûrir des décisions collectives.

Les falsifications systématiques de mes points de vue ont commencé à partir de ce fameux « gap » (écart) de juin 1990, lorsque d'aucuns, sous pression d'une stratégie concoctée hors du parti par une fraction du pouvoir d'Etat, ont brusquement exigé, en s'entourant d'une mise en scène suspecte ([voir mon entretien avec Arezki Metref au Soir d'Algérie de 2007](#)), que le PAGS revendique l'annulation immédiate des élections municipales ***auxquelles ces mêmes milieux avaient appelé jusque là avec une ferveur insolite.***

Il m'était clair que les inspirateurs de la manœuvre voulaient faire du PAGS le cobaye, le ballon d'essai d'une épreuve qu'ils n'osaient pas engager eux-mêmes et qu'ils ont du reste abandonnée rapidement sous cette forme, non sans avoir provoqué les premiers remous qui ont fragilisé les rangs du PAGS. Dès ce moment, les promoteurs de la manœuvre n'ont pas pardonné au premier Secrétaire, pas seulement de l'avoir fait échouer en ne la cautionnant pas, mais surtout d'avoir appelé à sauvegarder l'unité d'action par le débat, par l'écoute des instances régionales et de base qui avaient vivement réagi. L'un d'entre eux a même théorisé l'idée que l'exacerbation des conflits internes (qu'ils faisaient tout pour envenimer) était au niveau du parti la meilleure façon de le renforcer et l'assainir et au niveau du pays le meilleur moyen de le sauver.

Leur première manœuvre ayant échoué, les futurs protagonistes du FAM sont passés presque aussitôt à la vitesse supérieure, pour excommunier en paroles et en actes toute action sociale, politique et idéologique autonomes, qualifiées avec hargne de « diversion » à la lutte anti-intégriste. A les croire, cette dernière devait se résumer *exclusivement* à l'appui sans réserve aux orientations administratives et sécuritaires des appareils dominants du pouvoir, dont on avait connu tout au long de notre histoire le caractère manœuvrier et sans scrupule !

Les promoteurs de cette reculade de fond aux allures faussement offensives et ceux qui de bonne foi s'y sont laissé prendre parmi les « modernistes » comme parmi les « archaïsants », étaient loin comme on le voit, de la « double rupture » prônée des années plus tard, quand les victimes de cette voie aventureuse et piégée sont devenus « jetables », isolés de toutes parts. Ils avaient en effet coupé le parti de sa large base sociale et laborieuse, réelle ou potentielle, la plus fiable. Elle avait été abandonnée en un moment crucial à la démagogie populiste des courants islamistes antidémocratiques. Dans le même temps, cette erreur stratégique était doublée d'une insigne maladresse envers les sentiments profonds de la société. Aux yeux du plus grand nombre, le PAGS en ces graves moments, a prêté le flanc à l'image décevante et imméritée de « supplétif » du pouvoir et d'ennemi de la foi islamique.

Résumons :

- 1. Des divergences sur l'appréciation de la conjoncture pouvaient à l'époque expliquer en partie et sans en aucune façon les excuser, des méthodes injustifiables visant à disqualifier un camarade, qu'il soit dirigeant ou pas, mais surtout à briser sans scrupule et par myopie hégémoniste, un instrument de luttes unitaires forgé au prix de décennies de sacrifices et d'héroïsmes individuels et collectifs.**
- 2. Ces mêmes arguments et procédés sont-ils de mise encore aujourd'hui, quand on veut alimenter un vrai débat sur les rôles convergents et de mobilisation qui incombent aux forces de progrès dans la conjoncture actuelle ?**

J'en arrive ainsi à ma deuxième question.

Elle touche aux *bilans* que les forces de progrès devraient établir ensemble ou séparément, plutôt que de s'enliser dans les diatribes que vous déplorez et qui affectent en particulier les espaces internes du MDS.

Dans ce qui suit, je ne développerai pas ce thème autant que ce serait souhaitable. Je voudrais surtout signaler l'importance de quelques points nodaux, à propos de l'inventaire politico-idéologique que vous abordez de façon allusive, mais qui mérite de devenir plus concret.

Vous indiquez, en vous adressant symboliquement à feu Hachemi Cherif :

*« ...dans les "souterrains de la liberté" du Parti de l'Avant-garde Socialiste défenseur des opprimés dans le processus d'alors d'édification nationale et que tu as grandement contribué à **en préserver l'essentiel après sa légalisation, en te battant pour en adapter la ligne aux réalités nouvelles** (souligné par moi) résultant surtout de la chute du Mur de Berlin et de la déferlante intégriste que subissait (et ne s'en remet pas encore) notre pays ; et ce, au prix d'un effort théorique inlassable pour comprendre la réalité concrète et d'une action ... »*

Il serait temps en effet de faire avancer la question normale et controversée que je vous pose :

*quel est, de façon très concrète, cet **ESSENTIEL** qui aurait été préservé à travers le PAGS de 1991 (après-Congrès) puis le Tahaddi-MDS. Et quelles sont les adaptations de cet **ESSENTIEL** qui se sont avérées (ou non) justifiées par les réalités nouvelles ?*

Nouvelles, ces réalités ?

Selon moi, si on veut être plus précis, qu'est ce qui a changé ? C'est le contexte événementiel et le rapport des forces qui avaient changé en 1990 pour un temps encore indéterminé, de façon surprenante, dramatique

et spectaculaire. Ce qui n'avait pas changé, c'était la réalité du « Système-Monde » et la nature fondamentale de l'affrontement à l'échelle planétaire.

De ce point de vue, pas de changement quand on considère les événements **DANS LEUR ESSENCE**, quelles que soient les formes tragiques et les reculs qu'ont imprimés à ce grave tournant les forces impérialistes et réactionnaires. Il ne s'agit pas de sous-estimer l'importance de cette évolution pour les générations qui la vivent douloureusement depuis vingt ans. Mais il faut en apprécier la portée à l'échelle historique, celle des décennies en cours et du mouvement global qui continue de se dessiner, à la lumière crue du nouvel épisode de la crise capitaliste mondiale. La réalité de cette trame historique des temps longs ne peut être masquée ni par les défaillances et limites survenues dans les premières mises en œuvre d'alternatives socialistes, ni par les situations calamiteuses engendrées dans le « Tiers Monde » avec les échecs et dérives bien connues des mouvements nationalistes de libération.

Fondamentalement, le système capitaliste, impérialiste, (et ses sous-produits et alliés directs ou indirects) *n'ont évolué que dans leur degré* de virulence, leurs capacités de se survivre et mettre à jour leurs méthodes par la violence armée, la rapacité accrue de leurs leviers économique-financiers et les machinations de leurs services en vue de diviser et dévoyer les résistances. *Fondamentalement, ils n'ont pas changé dans leur nature*, ils l'ont confirmée pleinement. L'actualité fait redécouvrir à bien des milieux jadis fermés ou sceptiques, la pertinence se vérifiant encore aujourd'hui, des analyses de Marx, la nécessité non de les jeter aux oubliettes mais d'œuvrer dans l'action et la pensée à leur développement créatif.

Au plan fondamental, la question qui fut posée par la « chute du mur de Berlin » et la flambée des intégrismes est la suivante : ces événements nous appellent-ils à de nouvelles formes de résistance et de rejet du système capitaliste, encore plus claires, plus fermes et cohérentes, ou bien nous appellent-ils à nous « couler » en ce système, aux deux sens du terme « couler » ?

Ceux qui chez nous ont cherché et continuent le plus ouvertement à s'y couler, sont des pôles politiques et de pouvoir qui se prétendent opposés dans la compétition pour le pouvoir d'Etat, tout en recherchant et réalisant des compromis entre eux. Les uns et les autres n'ont, comme horizon et feuille de route, que de faire plier les Algériens sous le joug de leurs variantes respectives de capitalisme. Pour nous rallier à leurs propres versions du capitalisme, les uns voudraient, idéologiquement parlant, que nous chaussons leurs bottes et les autres que nous nous coiffions de leurs turbans.

Cela voudrait-il dire que, tant que le système capitaliste continue à dominer à l'échelle mondiale, avec ses ramifications et ses sources de superprofits dans le monde arabe et en Algérie, nous pourrions rester indifférents au poids et aux agissements respectifs des courants hégémonistes, présents dans le pouvoir d'Etat ou qui aspirent à s'en emparer ?

Non bien sûr. Mais pour les travailleurs, les couches populaires, les syndicats, les forces qui aspirent aux libertés et à l'égalité, bien au-delà des seuls communistes ou socialistes, il y a une AUTRE VOIE que le choix de la sauce à laquelle ils continueront à être mangés, exploités, opprimés, selon que pèse davantage l'un ou l'autre des groupes dominants dans notre pays et dans le monde.

Il s'agit d'un choix et d'une voie AUTONOMES, portant à la fois sur l'avenir et le présent. Ainsi les communistes, dont la perspective reste l'instauration d'un vrai système socialiste, préconisent dans l'immédiat de défendre pied à pied et dans l'union la plus large les libertés et les droits sociaux contre la malfaisance exacerbée du capitalisme sous-développé et dépendant de notre pays. Dans le même temps, les luttes engagées dans ce court terme sont de nature à aiguiller et forger la conscience sociale et politique vers l'avènement d'un système socialiste fondamentalement plus équitable.

Cela demande évidemment de la part des courants les plus conscients de cette exigence double du présent et de l'avenir, une forte et lucide conviction en faveur de la voie autonome. Une conviction capable de déjouer autant les obstacles répressifs que les pièges de la séduction et des divisions. La voie autonome est moins aisée que celle du défaitisme et des compromissions, empruntée par nombre de représentants de la social-démocratie internationale ou des nationalismes dévalués et refroidis. Ces derniers, à la traîne des faux-prophètes à la Fukuyama, ont voulu faire voir dans la « chute du mur de Berlin » non pas des leçons à tirer,

mais une preuve de la vanité de toute perspective socialiste radicale, selon eux devenue brusquement archaïque et dépassée. Quant aux besoins pressants et incontournables des populations dans l'actualité, ces représentants sombrent aussi dans la complicité active ou passive envers les exploiters dès qu'il s'agit de défendre les intérêts immédiats des couches lésées et sévèrement paupérisées. Ils restent plus empêtrés que jamais dans les combinaisons électoralistes et politiciennes, naviguant en permanence entre la carotte et le bâton.

Sur le fond, la position novatrice autonome, dans la nouvelle situation, ne réside-t-elle pas justement et plus encore qu'auparavant, dans *l'approche de classe, comme option fondamentale renforcée, enrichie et toujours mieux adaptée* aux formes et rapports de force en pleine évolution ?

Face au surcroît d'agressivité capitaliste et ultra-réactionnaire, cette option de classe ne reste-t-elle pas le guide le plus sûr pour les luttes de libération nationale, sociale, culturelle ? Ne permet-elle pas de voir plus clair au delà du rideau de fumée des mystifications médiatiques mondiales, des diabolisations et conflits identitaires et culturels régionaux et locaux ? L'approche de classe contribue à forger chez les travailleurs et les exploités leur « identité sociale » restée encore insuffisante à travers les luttes passées et présentes du mouvement social et politique algérien. Elle tend à faire des travailleurs des sujets de l'Histoire capables de contribuer à démystifier les représentations métaphysiques qui cherchent à leur faire croire qu'ils sont victimes d'autres groupes identitaires et non des logiques diversifiées d'exploitation et d'oppression du système capitaliste.

La conscience de cette « identité sociale » a été sabordée au lieu d'être réaffirmée au moment où militants et travailleurs étaient médusés par l'exacerbation brutale des « identités » ethno-linguistiques et religieuses et où beaucoup d'entre eux s'interrogeaient avec une certaine angoisse : « *Ils ont tous leur identité, et nous, où est la nôtre ?* » On les sommait de toutes parts et malheureusement aussi en leur propre sein, de mettre sous le boisseau la seule identité tangible qui, vrai dénominateur commun, était consciemment ou non, sous-jacente aux imaginaires et aux références linguistiques et religieuses qui parcouraient la nation. La communauté d'intérêts de classe était et reste le meilleur angle d'approche capable de rendre les nationaux moins vulnérables et plus forts contre les entreprises de division. Certes, cela ne coule pas de source et nécessite des efforts pour faire progresser cette vérité, tout comme il n'avait pas été facile de sauvegarder l'autonomie politique du parti pendant la guerre de libération.

Mais l'approche de classe est-elle en soi une panacée, une arme miraculeuse qu'il suffirait à ceux qui s'en réclament de la mettre en slogans et de lui appliquer un mode d'emploi préétabli pour toutes les situations ? Je suis de ceux qui estiment, à la lumière des luttes et des expériences diversifiées, qu'elle n'est féconde que lorsqu'elle est assumée de façon créatrice, sans dogmatisme ni laxisme, dans les modalités propres à chaque pays et situation. Un énorme travail théorique et idéologique reste à faire chez nous comme dans l'ensemble du monde arabe, en symbiose avec les luttes. Il exige de faire reculer les simplismes et les clichés paresseux, la répétition mécanique de schémas passe-partout, ainsi que les prétendues novations qui croient faire oeuvre utile en niant ce qui a été confirmé par l'expérience universelle.

L'approche de classe exige entre autres, **de mettre à jour et d'éclairer les caractéristiques et les sensibilités psycho-culturelles de chaque peuple, de chacune de ses couches sociales, pour mieux les aiguiller vers leurs meilleures potentialités, vers l'union et la mobilisation dans une voie féconde, au lieu de faire le jeu des exploiters.** L'exemple récent de l'évolution bolivienne montre quelles avancées puissantes deviennent possibles lorsque se réalise la jonction d'une approche de classe et d'une revendication identitaire, toutes deux légitimes mais vouées séparément jusque là à l'échec.

Dans tous les cas, **la correction d'erreurs commises dans l'approche de classe, qu'elles soient d'ordre tactique, stratégique ou de sensibilité culturelle, ne peut justifier l'abandon d'un instrument aussi fondamental.** Dans tous les cas, cette approche requiert une jalouse et double attention, visant d'une part à dissiper les ambiguïtés qui tendent à la brouiller ou l'enterrer et, d'autre part, à préserver et non briser les unités d'action qu'exigent les intérêts de classe légitimes des larges courants objectivement anti-impérialistes.

Autrement dit, il est nécessaire de favoriser une large convergence des masses laborieuses, exploitées, opprimées et marginalisées, avec la partie des couches moyennes, des « cadres-et-compétents » et autres couches « managériales » moins défavorisées par le capitalisme mais soucieuses de l'intérêt et du mieux-vivre en commun national. Les pouvoirs redoublent d'efforts pour neutraliser ces dernières, les convaincre de la fatalité historique du capitalisme et de ses méthodes, pour les domestiquer, les couper des couches populaires ou les tourner contre ces couches. Lutter pour réaliser ces convergences n'est donc pas de tout repos, et surtout n'implique pas de renoncer à l'approche de classe. Il y a nécessité au contraire de l'aborder avec autant de responsabilité et créativité que de fermeté.

A ce propos, puisque vous évoquez une adaptation de ligne aux situations surgies de la « chute du mur de Berlin », je ne vous cache pas *qu'une lourde ambiguïté, pour le moins, pèse toujours* sur l'appréciation donnée publiquement à cette époque par Hachemi Cherif. Selon lui, le PAGS n'aurait rien eu à voir avec le mouvement communiste. Cela avait été accueilli comme une énormité, pas seulement chez les communistes « canal historique » (pour emprunter l'expression de Sid Ahmed Ghozali), mais dans toute l'opinion algérienne bien informée.

Ainsi le PAGS, si on s'en tient au dicton populaire (*maâza wa law taret, c'est une chèvre même si on l'a vue voler*), n'aurait pas été l'oiseau au cœur rouge qui du 19 juin 1965 à octobre 88 a réussi à voler dans la tempête, les vents contraires, les pressions et les persécutions, en revendiquant sans équivoque sa généalogie et ses parentés internationalistes. Il n'aurait été qu'une « *maâza* » incolore, chevrotant les versets d'un « socialisme » distant ou absent du mouvement communiste international. En fin d'itinéraire, la *maâza* finit par brouter dans les pâturages du libre marché, en niant toute parenté avec ses ex-congénaires frappés par l'adversité !

Faut-il être grand analyste pour comprendre la signification de cette nouvelle « chahada » (*profession de foi*), prononcée inopinément à l'été 91 ? Elle fut bien comprise, dans les milieux les plus larges, pour ce qu'elle était réellement : ses auteurs, sous couvert d'une « modernité » qui jugeait archaïques les expériences socialistes mondiales, décidaient de se mettre à la mode du jour. Il leur fallait se laver du péché d'appartenance au grand Satan, à l'heure du « Lâ yadjouz » lancé conjointement par Eltsine et Bush père, eux-mêmes relayés avec satisfaction en Algérie aussi bien par les services présidentiels heureux du ramollissement du PAGS, leur bête noire depuis 25 ans, que par les partisans du libéralisme débridé, présents dans les rangs républicains comme dans les *djamaâtes et madjaliss ach-choura* islamistes.

L'ambiguïté sera-t-elle levée

à l'heure où se dispute dans la confusion l'héritage symbolique de Hachemi Cherif ? Convendra-t-on que la « Modernité », présentée comme la substance ou l'axe d'un projet politique, mérite mieux que le flou et les équivoques dont elle est entourée ? Elle est en effet perçue par certains comme un slogan élitiste se démarquant d'un « ghachi » populaire devenu victime de forces obscurantistes, ou encore par d'autres comme l'apologie des techniques et des moeurs d'un Occident « oppresseur-civilisateur ».

Dans le meilleur des cas, la Modernité évoque la référence louable à la Raison, la Science et l'esprit des Lumières (dont les civilisations et cultures occidentales n'ont pas forcément le monopole). Pour autant, elle ne renseigne pas par elle-même sur le contenu économique, social, politique et idéologique des programmes qui s'en réclament. Et de ce fait, souvent la fonction de cette référence est de couvrir les équivoques sociales et politiques de programmes tiraillés entre les deux options fondamentales, socialisme ou capitalisme.

Concrètement et dans le contexte historique des deux décennies passées, la notion et le slogan de "Modernité" ont constitué la base idéologique et le programme d'action pour le ralliement, conscient ou inconscient, de courants et forces politiques de progrès à la stratégie ultralibérale, internationale et locale.

Nul ne peut cependant faire aux représentants d'une formation politique le procès d'avoir renoncé à une idéologie ou une vision du monde qui étaient ouvertement celles du PAGS. Le changement de conviction n'est pas forcément et en soi, une tare dans les évolutions qui touchent tel ou tel segment du large

mouvement progressiste. L'éventail politique et idéologique d'un front national d'action pour les libertés et la justice sociale, n'est-il pas très large par définition, cette large diversité pouvant même constituer une des sources et des conditions de son efficacité ?

Mais pour qu'il en soit ainsi, le front et chacune de ses composantes gagnent à **assumer dans la plus grande clarté, l'essentiel restant fondé sur le critère de l'apport aux actions d'intérêt commun autour d'objectifs concrets communs**. Quand nous nous réclamons de la démocratie et de la justice sociale, nous avons tous à clarifier nos engagements respectifs, les dégager des ambiguïtés nourries par les élitismes idéologiques abstraits aussi nocifs que les populismes. Nous avons à renforcer (ou renouer avec) le lien social, investir et s'investir davantage dans les batailles concrètes au long cours autour des revendications les plus légitimes et les plus rassembleuses, sans les subordonner aux enjeux immédiats de pouvoir et même si le bénéfice politique n'en paraît pas immédiat.

Nous avons à jeter un regard plus serein sur le passé. Entre autres, relire avec le bénéfice du recul, si on en retrouve un exemplaire poussiéreux, le laborieux « patchwork » de la « Résolution politique et idéologique » de 1990, si peu lue, encore moins comprise et débattue par l'immense majorité des militants d'alors. A l'instar de la nouvelle Charte nationale du FLN passée à la sauvette dans le pays en 1986, elle fut annoncée par ses initiateurs dans le PAGS comme un passage obligé vers la démocratie et le mieux-être, et même une voie salvatrice. Il serait salvateur en effet de constater à quel point, sur l'essentiel, elle fut une Bible reprenant sous une phraséologie bivalente la plupart des dogmes ultra libéraux, ceux dont les vingt dernières années n'ont pas tardé à faire justice chez nous comme dans le reste du monde.

Pour ces diverses raisons, ne pensez-vous pas qu'il serait utile à tous les courants qui se revendiquent de la démocratie et de la justice sociale, de ne pas en rester aux panégyriques ou aux anathèmes ?

Pourquoi par exemple ne pas *dresser à la lumière de l'expérience, un tableau comparatif et circonstancié des continuités du mouvement ouvrier et communiste qu'il fallait à tout prix assurer dans la nouvelle conjoncture internationale et nationale, et celui des abandons envisageables, les uns justifiés, d'autres injustifiables ?*

Dans une meilleure clarté grandiraient ainsi les solidarités de lutte.

En ce sens, je voudrais me répéter : mes deux questions posées ne sont pas destinées à attiser de stériles joutes polémiques. Elles s'inscrivent dans l'espoir de poursuivre l'effort des évaluations de fond constructives, venant de ceux notamment pour qui « l'utopie » socialiste est plus que jamais auparavant l'horizon mobilisateur des luttes concrètes immédiates.

Avec mes cordiales salutations, en souhaitant que vous ne vous mépreniez pas sur l'esprit amical de mon intervention.

Sadek HADJERES

Le 12 octobre 2009 .